



**SICONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2017**  
**RIUNIONE I 21 E 22 SITTEMBRE**

**2EME SESSION ORDINAIRE DE 2017**  
**REUNION DES 21 ET 22 SEPTEMBRE**

**N° 2017/O2/052**

**REPONSE DE M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse**  
**A LA QUESTION ORALE DEPOSEE PAR M. CHRISTOPHE CANIONI**  
**NON INSCRIT**

**OBJET :      REFERENDUM SUR L'INDEPENDANCE EN CATALOGNE**

Monsieur le Conseiller,

Je vais essayer de répondre brièvement même si l'actualité de la Catalogne nous impose bien-sûr à mon avis de prendre une position officielle et publique mais votre Assemblée en décidera sans doute tout à l'heure.

Ce que je voudrais dire sur la Catalogne par rapport à l'actualité, c'est que l'essentiel de la question ne me paraît même plus être la question de l'indépendance ou pas. L'essentiel de la question est aujourd'hui un problème fondamental de démocratie : d'où et de qui procède la légitimité fondamentale ? Est-ce qu'elle procède d'un Etat ? ou est-ce qu'elle procède du peuple ?

Dès lors qu'un peuple souhaite se prononcer sur une question et qu'il le fait démocratiquement, je considère pour ma part et je sais que nous sommes nombreux à partager cette idée, que l'intervention, a fortiori l'intervention policière ou militaire d'un Etat est une atteinte à la démocratie.

Donc aujourd'hui, malheureusement il y a une situation de régression démocratique en Espagne dont sont victimes la Catalogne, le peuple, et les institutions de Catalogne. A ce titre, j'exprime bien-sûr ma solidarité totale avec le peuple, avec les maires, avec le gouvernement catalan parce que la Catalogne doit pouvoir voter librement, qu'elle décide de voter « oui » ou qu'elle décide de voter « non ».

Ceci étant précisé, je vous avoue Monsieur le Conseiller Territorial, que je ne comprends pas la relation que vous établissez entre les attentats dramatiques qui ont frappé la Catalogne et le modèle de la société catalane.

Concernant les attentats, j'ai exprimé mes condoléances et mon soutien à mon homologue Carlos Puigdemont qui m'a répondu par une lettre très forte dans laquelle il remercie à la fois la Corse et le peuple corse de leur soutien, et dans laquelle il rappelait que rien, pas même le terrorisme islamiste dévastateur, ne saurait détourner la Catalogne du chemin qui est le sien, qui est un chemin de démocratie, de société ouverte, de société tolérante et de société généreuse, et je crois que globalement cela fonctionne.

Alors, bien-sûr j'en suis d'accord, on ne peut pas comparer de façon mécanique la Catalogne et la Corse. Cela a d'ailleurs été rappelé dans des articles de presse récents, d'un point de vue démographique d'abord, d'un point de vue économique ensuite, d'un point de vue de l'histoire institutionnelle enfin, car la Catalogne a vécu depuis 1979 sous l'empire d'un statut d'autonomie très large. Mais ceci étant, si l'on devait retenir quelque chose, et beaucoup est à retenir, je crois que le modèle d'intégration catalan, notamment par la langue, est un modèle qui fonctionne et qui permet de décliner l'idée selon laquelle quel que soit son origine, quel que soit sa couleur de peau, quel que soit son lieu de naissance, dès lors que l'on vit en Catalogne, que l'on parle la langue, que l'on partage le projet collectif de ce pays et de ce peuple, on devient catalan. Et pour ma part, je vous le dis, même si je sais que nous sommes en désaccord total sur ce point, je considère que ce modèle là nous pouvons et nous devons le reprendre pour la Corse sans bien-sûr rien céder chaque fois qu'il y a des remises en cause de notre modèle de société, de notre façon de concevoir les rapports, de notre rapport à la religion, de notre rapport à la place des femmes, tout ceci doit être affirmé également de façon très claire.

Voilà, Monsieur le Conseiller territorial, ce que je pouvais vous dire à ce stade. Je termine en disant que j'espère fortement que c'est la voie de la raison et de la démocratie qui reprendra le dessus en Catalogne dans les heures à venir.

Je vous remercie.